

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index : ASA 21/3948/2016
AILRC-FR
4 mai 2016

Indonésie. Halte aux arrestations de masse et à la répression des manifestations pacifiques

Amnesty International déplore les arrestations massives de militants politiques papous menées par les forces de police indonésiennes, tant dans la région de Papouasie que dans d'autres provinces du pays. Ces personnes ont été arrêtées uniquement pour avoir exercé leurs droits à la liberté de réunion pacifique et d'expression. Celles qui sont toujours détenues doivent être libérées immédiatement et sans condition.

Environ 1 700 militants papous ont été arrêtés le 2 mai pour leur participation à l'organisation et au déroulement de plusieurs manifestations pacifiques à Djayapura, Merauke, Fakfak, Sorong et Wamena dans les provinces de Papouasie et de Papouasie occidentale, à Semarang dans la province de Java-Centre, et à Makassar dans la province de Sulawesi-Sud.

Ces manifestations étaient organisées par des partisans du Mouvement de libération uni pour la Papouasie occidentale (ULMPW) – un organisme papou regroupant plusieurs mouvements indépendantistes – en soutien à la demande d'adhésion de l'ULMPW comme membre à part entière du Groupe mélanésien Fer de lance (GMFL), une organisation intergouvernementale sous-régionale du Pacifique. Elles commémoraient également le 53^e anniversaire de la rétrocession, le 1^{er} mai 1963, de la Papouasie occidentale au gouvernement indonésien par l'Autorité exécutive temporaire des Nations unies, et coïncidaient avec la tenue à Londres, le 3 mai, du forum des Parlementaires internationaux pour la Papouasie occidentale (IPWP) qui devait débattre du soutien à un référendum supervisé par la communauté internationale pour la région indonésienne de Papouasie.

Dans les jours précédents, entre le 29 avril et le 1^{er} mai, les forces de police des provinces de Papouasie et de Papouasie occidentale avaient arrêté quelque 50 militants papous à Djayapura, Wamena et Merauke alors qu'ils distribuaient des tracts appelant les gens à manifester.

Le 2 mai, les forces de police de Semarang, dans la province de Java-Centre, et de Makassar, dans la province de Sulawesi-Sud, ont arrêté respectivement 45 et 42 Papous qui militaient pacifiquement.

Le 2 mai également, en Papouasie occidentale, les polices de district de Sorong et de Fakfak ont arrêté au moins 67 militants papous au cours d'un rassemblement pacifique.

Dans la province de Papouasie, toujours le 2 mai, les forces de police locales ont arrêté environ 130 militants pacifiques à Merauke et Wamena. Les forces du siège de la police à Djayapura ont arrêté quelque 1 450 personnes, les ont détenues dans un champ en plein soleil et leur ont ordonné de se mettre torse nu.

Même si la plupart des manifestants arrêtés ont été libérés sans inculpation au bout d'une journée, ces arrestations arbitraires mettent en évidence le climat de répression auquel sont confrontés les militants politiques de Papouasie.

Le recours généralisé aux arrestations arbitraires dans la région de Papouasie a manifestement pour but de décourager le militantisme politique. En réprimant l'exercice des libertés de réunion pacifique et d'expression, les autorités montrent que le gouvernement indonésien ne fait pas de distinction entre les militants qui soutiennent l'indépendance de la Papouasie en exprimant leurs opinions pacifiquement et ceux qui, liés à des groupes armés indépendantistes, tentent d'atteindre leur but par la violence ou la menace de violence.

Amnesty International reconnaît que le gouvernement indonésien doit pouvoir maintenir l'ordre public sur son territoire. Il doit cependant veiller à ce que toute restriction des libertés d'expression et de réunion pacifique soit conforme aux obligations de l'Indonésie en vertu du droit international relatif aux droits humains, y compris le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel l'Indonésie est un État partie.

Amnesty International craint qu'il n'y ait d'autres arrestations de militants politiques pacifiques dans les semaines précédant le sommet du GMFL, programmé provisoirement entre fin mai et début juin 2016, qui étudiera la candidature de l'ULMWP à l'adhésion comme membre à part entière du GMFL.

Complément d'information

La Papouasie occidentale (parfois appelée Papouasie) recouvre la partie ouest de l'île de Nouvelle-Guinée et comprend deux provinces : la Papouasie occidentale et la Papouasie.

Le Mouvement de libération uni pour la Papouasie occidentale (ULMPW) est un groupement de plusieurs mouvements créé en décembre 2014 et constitué de différentes factions du mouvement indépendantiste papou.

L'organisation intergouvernementale Groupe mélanésien Fer de lance (GMFL) a vu le jour en 1983 en tant que rassemblement politique composé des quatre États mélanésiens de Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Salomon et Vanuatu, ainsi que du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) de Nouvelle-Calédonie (un territoire français dans le

Pacifique sud). En juin 2015, l'Indonésie est devenue membre associé du GMFL, et ce dernier a accordé le statut d'observateur à l'ULMWP.

Les Parlementaires internationaux pour la Papouasie occidentale (IPWP) constituent un groupe multipartite de personnalités politiques qui soutiennent le droit à l'autodétermination dans la région de Papouasie. Créé à Londres, Royaume-Uni, en 2008, ce groupe compte actuellement 95 signataires venus de pays monde entier.

Amnesty International ne prend pas position sur le statut politique des provinces d'Indonésie, ni sur les appels à l'indépendance. Cependant, l'organisation estime que le droit à la liberté d'expression protège le droit de plaider pacifiquement en faveur de l'indépendance ou de toute autre solution politique n'impliquant pas d'incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence.